

CIBLE

Patrimoine

Tandis que les pauvres s'appauvrissent, les riches deviennent toujours plus riches. Sous tous les gouvernements qui se sont succédé depuis dix ans, nous n'avons cessé de dénoncer la vieille et impitoyable logique de l'économie qu'on dit « libérale ».

L'injustice de ce système vient d'être soulignée par la dernière étude du Centre d'Etudes (dissous) des Revenus et des Coûts : alors que la progression du pouvoir d'achat est tombée de + 2% en 1990 à + 0,1% en 1993, les revenus du patrimoine de rapport (actions, obligations...) ont augmenté de 7% en moyenne dans la même période.

Cela signifie que les socialistes ont été les gestionnaires honteux d'inégalités croissantes. Cela signifie que les conservateurs ont prolongé et amplifié la logique d'injustice, en dépit de l'amorce de reprise.

Tel est le bilan d'Édouard Balladur. A droite et à gauche, ceux qui affirment qu'il n'y a pas d'autre politique économique possible font courir des risques considérables à l'économie de notre pays, anémiée par l'insuffisance de la demande, et à la société française - où la révolte est latente.

Perspective

Le projet Balladur



Question

Chirac gaulliste ?

p. 3

Idées

Hannah Arendt

p.9

Le vicomte braconne pour Balladur

En annonçant sa candidature qui n'est pas pour déplaire à l'actuel Premier ministre, et en présentant son programme à « 7 sur 7 », Philippe de Villiers a-t-il créé la surprise ? Certes pas.

Au moins depuis le score chanceux de sa liste aux Européennes, le promoteur du *Combat pour les Valeurs* ne faisait plus mystère de son ambition de faire fructifier à terme ses 12,34 % de voix. Il suffirait à sa prochaine aventure électorale de réunir les mêmes ingrédients pour confirmer le succès de la première : camper à la frontière droite de la majorité, lui faire opposition sur presque tous les points sans cesser de se réclamer d'elle, et jouir de la complaisance efficace de Charles Pasqua.

A-t-il tous ces atouts en main au moment de s'asseoir à la table de jeu présidentielle ? Au terme d'un vulgaire calcul politique, sans aucun doute. La montée d'une dissidence droitière qui fixerait des bornes au Front National en absorbant les dérives antieuropéennes du RPR chiracien ne peut que servir les visées

« arbitrales » du Ministre de l'Intérieur. Charles Pasqua ne lui ménagera donc pas son parrainage.

La protestation d'appartenance à une Majorité dont il conteste la plupart des orientations ne pose pas non plus de problèmes au fondateur du *Mouvement pour la France*. D'abord, parce que cette majorité est jusqu'à maintenant totalement privée de débat d'idées, ensuite parce que l'électorat favorable à Philippe de Villiers succombe plus volontiers au vote-réflexe qu'au vote-réflexion. Les bribes de programme parsemées dans son entretien avec Anne Sinclair en appellent à des tropismes végétatifs élémentaires dignes des sorciers vaudous où de nos arracheurs de dents des foires médiévales. Qui ne désire payer moins d'impôts, voire pas d'impôts du tout ? Qui s'inscrit contre l'indépendance française ? Qui méprise la famille ? Qui

favoriserait l'insécurité et la concussion ? Qui ne s'est pas plaint un jour des fonctionnaires, de la bureaucratie ? Quel petit patron ou quel chômeur ne s'est jamais senti menacé par les importations étrangères ? Nous sommes tous, peu ou prou, capables de saliver devant les leurres tendus par un Monsieur Pavlov de la campagne présidentielle. A plus forte raison si le candidat usant d'appâts aussi vulgaires, jouit de la réputation distinguée d'un homme de tradition.

La présence de Philippe de Villiers dans cette campagne présidentielle n'apporte rien. Son discours antieuropéen, qu'il se garde bien d'ailleurs de tenir en Vendée où le premier paysan venu lui donnerait tort, est incohérent. Son propos économique contre le libre-échange et les délocalisations, quand il n'enfoncé pas des portes ouvertes, est en contradiction totale avec le projet Balladur auquel il ral-

liera finalement ses électeurs. Sa phobie de la cohabitation, à laquelle il participe pourtant lui-même en tant que ministre, l'entraîne à des jugements irresponsables à l'égard du meilleur des institutions de la V^e République. Ses propositions sociales sont éculées ou irréalistes. On ne voit pas sous quelle hypnose ses électeurs pourront se satisfaire de ces promesses sans portée, de ce programme sans pensée, de ces intentions sans répondant. Ni quelle cohérence morale, quelle fidélité, quel idéal, quelle foi ils pourront reconnaître à un champion résigné à jouer, contre un bon portefeuille, le rôle de rabatteur dans une battue politicienne.

C'est ici qu'intervient notre espoir contre toute attente. La compétition présidentielle n'est pas une foire d'empoigne. Il suffirait qu'un seul candidat parmi les grands se hausse à l'altitude convenable, qu'il n'esquive ni les réalités ni les finalités historiques et morales de la nation, pour que la vérité des personnes et des projets apparaisse.

Philippe de Villiers y perdrait autant d'électeurs que la citoyenneté gagnerait de citoyens. C'est ce que, d'un cœur entier, nous lui souhaitons.

François-G. CROUZET

Faites connaître
Royaliste
autour de vous !

3 mois d'essai = 25 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Le vicomte braconne pour Balladur - p.3 : Chirac revisité par le gaullisme ? - Gaillot - p.4 : Recherche exécutif désespérément - p.5 : Russophobie - p.6/7 : La doctrine de Minc - p.8 : Débat ? Vous avez dit débat ? - L'Affaire Guingouin - p.9 : Hannah Arendt - p.10 : Un notable ordinaire - Le mouvement COBRA - Force ennemie - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Chirac revisité par le gaullisme ?

On se souvient de la remarque cruelle de Chaban-Delmas fustigeant un Chirac « devenu gaulliste en comptant les sièges de l'Assemblée Nationale ».

Ne le redeviendrait-il aujourd'hui que dans la perspective de s'installer dans un fauteuil si longtemps convoité ?

Depuis les lendemains de mai 1968, époque où il torpilla (avec ses amis pompidoliens) les projets de « nouvelle société » et de participation, Jacques Chirac n'a cessé de nous donner le tournis, tant ses interventions désordonnées témoignaient le plus souvent de spéculations de basse politique. M. Chirac ne fut pas un des artisans les moins zélés de la décomposition du paysage politique qu'il déplore aujourd'hui, et de ses conséquences sur le délabrement de notre tissu social.

Du travaillisme à la française d'Égletons au néo-libéralisme thatcherien, en passant par la promotion de quelques amis de trente ans, énarques comme lui - devenus bien ingrats - M. Chirac a accumulé tant de sincérités successives, d'erreurs tactiques et de fautes politiques, que ses chances personnelles, jusqu'à ces derniers jours, étaient données pour nulles.

Et puis : miracle ! Divine révélation sur un tardif chemin de Damas ? La lumière sanctifiante de l'esprit gaulliste serait enfin descendue sur la tête de cet apôtre turbulent ? Un véritable accent de sincérité, une amorce de vraie conviction, au delà de sa langue de bois habituelle. Une esquisse de vraie détermina-

tion ! Un soudain rayonnement, la prise de conscience d'un enjeu qui dépasse sa propre personne.

Le même jour, le « point de vue » en Une du « nouveau Monde », et cette « France pour tous » (1) confirment ce nouveau ton, ce nouveau souffle, cette nouvelle espérance dont nous avons tant besoin. Toujours confinés dans l'ombre, quelques gaullistes de gauche ne sont sans doute pas étrangers à cette métamorphose. Mais peut-on aujourd'hui faire la fine bouche et ressasser les vieilles querelles qui ont successivement ravagé les rangs du gaullisme et du socialisme ? Toute conversion qui va dans le sens de nos propres convictions mérite d'être examinée à la lumière d'un débat franc et largement ouvert.

Le choix du prochain Président n'est guère exaltant, et il est de surcroît des plus limités : socialistes, centristes, écologistes, populistes « hard » ou « soft »... se sont eux-mêmes disqualifiés et mis hors jeu.

Reste donc un faisceau restreint d'hypothèses :

- l'abstention, le vote blanc ou nul, ne sont pas à la hauteur des menaces réelles qui pèsent sur l'unité et le destin de la France ;

- voter Balladur et son clan,

c'est continuer à s'enliser dans l'immobilisme, la frilosité, l'hypocrisie bourgeoise ; aggraver le malaise social, l'exclusion, la spirale des déficits, la régression, l'effacement de la France dans la complexité du jeu mondial, et par là, précipiter l'inéluctable explosion sociale qui conduira tôt ou tard à la révolution ;

- soutenir Chirac, au prix de quelques déchirantes révisions de nos positions mais en contrepartie d'exigences fermes sur les grandes orientations qu'il imprimera à sa politique.

Car il ne s'agit plus seulement pour cet homme de son ultime chance de lier son propre destin (qui ne nous préoccupe guère) à celui du redressement du pays, mais aussi de s'affirmer enfin comme un homme d'État capable d'aller au-delà d'une dérisoire ambition personnelle. Pour une fois, l'analyse de M. Chirac sonne juste. Il lui reste quatre mois pour nous convaincre qu'il a vraiment changé, compris l'esprit du gaullisme, et qu'il a vraiment la volonté et les moyens de passer de la réflexion à l'action.

Ses propositions sont encore bien timides et bien conformistes. Nous le soutiendrons s'il se montre ouvert à quelques suggestions audacieuses, notamment en matière d'emploi.

Chirac virerait-il à gauche ? Et alors ? N'avons-nous pas cessé de soutenir Mitterrand quand il virait à droite ?

Guy LECLERC-GAYRAU

(1) « La France pour tous » - Nil éditions, 138 p. - prix franco 70 F.

Gaillot

La révocation de Mgr Gaillot a déclenché les roulements du tonnerre médiatique et nombre d'organisations politiques ont cru bon de publier leur indignation.

Je confesse mon malaise. Car de deux choses l'une :

- si on est catholique, il paraît normal de publier un point de vue sur la sanction : des prêtres, des journalistes catholiques, de simples paroissiens, peuvent engager un intéressant débat sur le rôle des évêques, sur l'implication de l'Église dans les affaires de la cité et qualifier, chacun à sa manière, la décision des autorités ecclésiastiques.

- si on n'est pas catholique, au nom de quoi juger puisque les hommes d'Église sont chargés avant tout de transmettre le message du Christ dans le cadre d'une organisation religieuse hiérarchisée ? Ils participent d'une foi, adhèrent à des valeurs et s'engagent à respecter des règles qui excèdent les principes régissant la cité laïque. Juger une décision interne de l'Église, c'est lui appliquer des normes implicites qu'elle n'a pas à reconnaître. L'attitude des laïcs doit être toute différente lorsque l'Église intervient dans le champ politique. Hélas, c'est le contraire qui se produit : on tonne contre la sanction interne qui frappe Mgr Gaillot, mais on ne s'interroge pas, par exemple, sur les responsabilités du Vatican dans le déclenchement de la guerre civile en Yougoslavie.

S. FERNOY

Cherche exécutif désespérément...

Depuis le début de la seconde cohabitation, la France est à la recherche de son pouvoir exécutif. Où se trouve-t-il ?

A l'Élysée ? Non point. Le chef de l'État s'est dès le départ cantonné à la soumission sans démission. Pouvait-il en être autrement si l'on considère sa faible légitimité personnelle, l'usure à peu près complète de son pouvoir y compris dans les domaines réservés, la condamnation électorale du parti qu'il a créé et qui l'a soutenu, les scandales touchant ses collaborateurs les plus directs et son état de santé ?

A Matignon ? Non plus. Le Premier ministre bénéficiait d'une latitude politique exceptionnelle, au-dessus de lui, par l'effacement du Président de la République, en-dessous, par sa vaste majorité parlementaire, au-delà, par une popularité sans équivalent sous la V^e République. Édouard Balladur n'a pas joué cette conjonction d'atouts pour imposer les choix dont le pays avait besoin, en matière économique et sociale notamment.

Au secteur public, le Premier ministre ne fait pas jouer son rôle d'embauche ni de vecteur de la reprise et se contente d'une réforme perpétuelle, masque de son inertie. Au secteur privé, le chef du gouvernement a distribué les cadeaux fiscaux sans les conditionner par des assurances sur l'emploi.

En matière institutionnelle, il lui fallait aussi clarifier les relations entre pouvoirs déconcentrés de l'État et pouvoirs décentralisés et se décider à réhabiliter l'Assemblée Natio-

nale comme véritable législateur et contrôleur de l'action des pouvoirs publics. Tant de domaines où le Premier ministre avait les moyens de la fermeté et de l'initiative, alors qu'il se contente de saupoudrages et de replâtrages tant budgétaires que politiques. « *Le gouvernement travaille* ». Oui, c'est heureux,



mais à quoi ? Le malheur veut qu'Édouard Balladur ait déjà un pied à l'Élysée sans qu'il sache lui-même ce qu'il ira y faire.

Dans l'État ? Non pas. Privé de gouvernail et livré à une élite n'ayant plus le sens du service public, l'État, cette grande ambition française réalisatrice du lien social, est au milieu du gué. Certains (comme Laurent Cohen-Tanugi) espèrent en faire un expert, par le biais des autorités administratives indépendantes, sur ses domaines d'intervention et de régulation. Mais c'est sans compter avec l'éclatement et l'irresponsabi-

lité politique que ces autorités portent en elles. D'autres (comme Jacques Donzelot) souhaitent que s'étendent les pratiques contractuelles avec les collectivités territoriales qui rapprochent l'État du terrain et des gens. Mais c'est sans compter avec l'imbrication des procédures et combines de toutes espèces.

La France se trouve donc démunie à la fois de chef d'État, de chef de gouvernement et d'administration en ordre de marche. Cette situation intervient au pire moment, sur les plans intérieur (urgence de choix radicaux et clairs) et extérieur (présidence française de l'Union Européenne notamment).

Il est à craindre que cette combinaison d'épuisements ne soit pas conjoncturelle, mais le résultat du dérèglement de la V^e République, faute d'usage tempérant de ses leviers. La démesure de l'exécutif a pris un tour caricatural sous Giscard d'Estaing puis dramati-

quement irresponsable (affaire Habache ; affaire du sang ; affaires tout court...). Le vide actuel est d'autant plus mal vécu par l'État s'est occupé de tout et pas assez de l'essentiel. Depuis trente ans, le Tout-État a anémié la citoyenneté active en donnant un formidable sentiment d'impunité à ses hauts responsables.

Conçu comme un régime de synthèse, mêlant des traits monarchistes, républicains et bonapartistes, la V^e République n'est plus que l'ombre d'elle-même, engrenage de pouvoirs et de techniques que la politique a quittés.

Parmi d'autres, deux voies s'offrent à nous :

Celle d'un retour à l'exécutif monolithique donc à l'État-prométhéen. C'est le penchant habituel de l'archaïsme gaulliste, rendu improbable faute de moyens (endettement très élevé, déficits publics récurrents, frais de fonctionnement...).

Celle de la prise en compte (la première fois depuis 1871 ?) d'un réveil de la citoyenneté. L'impuissance publique semble désormais perçue comme telle par l'ensemble de la population. Partout, des initiatives surgissent, dans les quartiers, au niveau des agglomérations. Les corps intermédiaires, et en particulier les associations, renaissent. Ce très puissant besoin d'expression prédispose à l'extension des pouvoirs locaux et de la démocratie directe de proximité. Il n'est pas jusqu'aux plateaux de télévision où les gens du commun font savoir aux grands, aux experts, qu'ils ont leur mot à dire dans la décision collective. Parce que la V^e République est exécutive, parce qu'elle se méfie de la participation citoyenne plus qu'elle ne la soutient, la question de sa pérennité en l'état se pose. Le lien reste à trouver entre l'expression directe du peuple, sa représentation à l'échelon national et l'écoute que saura en faire le pouvoir de décision : l'État doit replonger dans la nation pour renaître.

Guillaume KOPP

Russophobie

Pourquoi sommes-nous tétanisés par la Russie ? J'avoue ne pas comprendre pourquoi nos *leaders d'opinion*, nos éditorialistes, nos hommes politiques en France, en Allemagne, aux États-Unis, peuvent reprendre quasiment les mêmes arguments que « *l'Humanité* » nous servait pendant la guerre d'Afghanistan pour ne pas remonter plus haut.

Après les sommets d'hystérie collective atteints sous Gorbatchev et en dépit des réserves sur la personne d'Eltsine, tous, comme un seul homme, nous ressassent la pire propagande à laquelle est retournée la vieille administration moscovite comme un chien à son vomit. Quel que soit le régime, à l'Est, quels que soient les dirigeants, à l'Ouest, la Russie semble nous hypnotiser. C'est grave. On dirait que tout peut arriver, on sera toujours prêt à l'accepter. On l'avait vu lors du putsch d'août 1991. On peut se demander sérieusement si on ne le verra pas avec Jirinovski si un jour il parvient au pouvoir.

Je n'ai rien lu sur la crise tchétchène que des arguments grossiers de propagande soviétique repris avec gourmandise par les mieux-pensants. Entendons-nous : on peut légitimement décider de ne pas interférer avec la politique menée par le Kremlin dans le Caucase et multiplier des menaces verbales non suivies de mesures concrètes ce qui, comme le dit avec raison un expert américain, ne sert à rien d'autre qu'à diminuer la crédibilité du discours et de l'attitude occidentale à propos d'autres sujets jugés importants comme l'Ukraine et les États Baltes.

Mais de grâce, justifions notre abstention par des arguments qui nous soient propres et ne prenons pas pour argent

comptant ceux de l'ex-KGB. Nous sommes en train de nous laisser infiltrer intellectuellement.

En l'occurrence, d'ailleurs, nos raisonneurs ne plaident pas pour l'abstention mais pour rien moins que le soutien à la politique de Moscou. L'attitude qui consiste à demander qu'il y ait moins de sang sur les écrans de télévision - on peut toujours « *zapper* » - pour ne pas effaroucher les bonnes consciences ne veut rien dire si ce n'est pas une approbation de l'action dont on critique timidement les modalités.

La défense de la Fédération ? Toutes les républiques étaient rentrées dans le rang, surtout le Tatarstan qui venait d'adhérer au Traité en février 1994.

Le régime de Doudaïev n'est pas démocratique ? C'est l'appui armé russe à l'opposition tchétchène qui, ayant échoué, a provoqué l'intervention directe. De toute façon entre gangsters...

Le plus inquiétant est encore et toujours la menace de l'intégrisme musulman. La Russie, connaissant la sensibilité européenne sur cette question, agit l'épouvantail islamique et se veut le défenseur de la Foi. Grozny - Alger - Sarajevo - même combat ? M. Léotard n'est pas loin de partager cette analyse quand il conclut un article sur la défense européenne où il plaide pour l'inclusion de la

Russie par cet argument masqué : « *dans le choc des civilisations qui s'annonce d'ici la fin de ce siècle* (sans citer sa référence à l'article de M. Huntington plusieurs fois commenté ici-même) *pour combien comptera la vieille Europe si elle ne parvient pas à unir ses forces ?* » (1). Donc l'Europe doit inclure la Russie parce qu'il s'agit de mener une guerre de civilisation.

A partir de là, que nous importe que Moscou revienne à une politique de bloc, puisque c'est bien ce qu'elle fait en Tchétchénie, que nous importe même qu'un régime plus autoritaire remplace Eltsine puisque ce serait au service du même complexe obsidional dont ces factions se font aujourd'hui les champions.

Notre priorité va aux États Baltes sans s'apercevoir qu'ils sont aussi concernés par la révision du Traité de limitation des forces conventionnelles sur les « flancs ». Le Tchétchène Doudaïev en Estonie ne s'y est pas trompé.

Notre priorité va à l'Ukraine sans se souvenir que la guerre de Crimée en 1854-1855 s'est conclue par la reddition du Caucase en 1859 alors que la guerre de l'imam Chamyl y durait depuis cinquante ans, parce que l'Angleterre et la France n'avaient pas compris le parti qu'elles pouvaient en tirer de l'une pour l'autre (2).

La priorité du Kremlin va au Caucase parce que c'est la pente du « saut vers le Sud » de Jirinovski, de l'histoire impériale, de l'orthodoxie, de la race.

Yves LA MARCK

(1) *Le Figaro*, 3 janvier 1995.

(2) Lire à ce sujet « *Les sabres du paradis* » de Lesley Branch au Livre de poche, qui éclaire toute la crise tchétchène.

♦ **ESPAGNE** : Comme chaque année le 6 janvier, le roi d'Espagne, la reine Sophie et le prince des Asturies ont reçu les corps constitués du Royaume au palais royal d'Orient pour la *Pasqua Militar*. Dans son allocution, le souverain espagnol a renouvelé ses mises en garde très sévères contre le terrorisme et tout ce qui vise la démocratie espagnole à travers les forces armées qui la garantissent.

♦ **CAMBODGE** : En séjour en Chine depuis le mois de mai dernier, le roi Norodom Sihanouk est rentré à Phnom Penh début janvier afin de remettre de l'ordre dans la politique khmère où sa longue absence - il s'est fait soigner à Pékin pour un cancer à la prostate - a érodé son influence auprès des politiciens du pays. Le roi du Cambodge, qui déteste jouer les potiches, a bien l'intention de reprendre les rênes en mains et de reconquérir son autorité perdue auprès du gouvernement en s'appuyant sur son extraordinaire popularité. Une attitude qui relèvera de l'équilibre, mais le souverain cambodgien a déjà fait montre de ses talents en ce domaine.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Les déboires familiaux des Windsor commencent à grignoter sérieusement le crédit politique dont ils jouissaient auprès de leurs compatriotes britanniques. Les scandales qui les éclaboussent ont fini par faire chuter leur cote de popularité. Alors que l'on apprenait à Londres le divorce de Camilla Parker-Bowles la maîtresse du prince Charles et la nouvelle liaison de ce dernier avec la nurse de ses enfants, le quotidien de gauche, *The Guardian* publiait le 9 janvier un sondage terrible pour la monarchie britannique. Pour un Anglais sur deux, la monarchie aura disparu dans cinquante ans (49 % contre 32 % en 1992). Le sondage réalisé par l'institut ICM témoigne de l'érosion du traditionnel soutien pour les Windsor, remplacé par « un sentiment d'indifférence et d'opposition ». L'opinion publique se partage désormais en trois grandes catégories : 36 % des Britanniques restent de chauds partisans de l'institution, 34 % y sont indifférents et 28 % se déclarent farouchement républicains. Le prince Charles apparaît comme le principal fauteur de troubles puisque 51 % de ses concitoyens voient en lui le responsable des déboires de la monarchie, loin devant Diana (14 %) et la duchesse d'York (20 %). Les sondés révèlent cependant une contradiction dans la société anglaise : 66 % condamnent les relations hors mariage pour les membres de la famille royale et ils sont autant à juger qu'un divorce entre Charles et Diana ne changerait rien à la succession au trône.

♦ **LAOS** : Le « prince rouge du Laos », Souphanouvong, membre renégat de la famille royale et ancien président de la république populaire et démocratique est décédé le 6 janvier à l'âge de quatre-vingt-six ans. Ce fils du régent Ouphat Boun Khong a largement contribué à l'abolition de la monarchie en 1974 et à l'asservissement du Laos sous la tutelle du Vietnam.

Le Premier ministre dispose désormais d'un texte de référence, qui éclaire les orientations de sa campagne électorale et qui précise les choix que ferait la droite conservatrice au cas où M. Balladur serait élu.

Ils'agit du « *rapport Minc* » sur *La France de l'an 2000*. Ce clair condensé de la doctrine néo-libérale que la classe dirigeante a fait sienne mérite analyse, et critique.

La doctrine de Minc

D'ordinaire, les travaux du Commissariat du Plan ne s'étalent pas à la devanture des libraires. Le Rapport au Premier ministre de la Commission présidée par Alain Minc (1) fait exception à la règle. Sans doute en raison de la notoriété du président de ladite Commission, expert polyvalent et coqueluche des milieux bien-pensants. Mais surtout parce que le rapport Minc est le fidèle reflet de l'idéologie de la classe dirigeante, la matrice de la politique économique et sociale qu'appliqueraient les conservateurs si M. Balladur était élu.

LA LOI D'AIRAIN

Ideologie. Le mot n'est pas trop fort puisque le rapport Minc se fonde explicitement sur une conception libérale de l'économie : elle consiste à prendre le Marché comme lieu essentiel de l'activité, comme norme régulatrice de celle-ci et comme critère de la réussite des individus, des entreprises et des nations. Ainsi, le rapport Minc estime « évident » que la France n'allègera le poids des contraintes macro-économiques « *que par la crédibilité qu'elle continuera d'inspirer aux marchés* » (p.31). En clair cela signifie que notre pays doit faire son

deuil d'une autre politique économique, puisque tout pays moderne qui s'affranchirait des lois du marché (celui des échanges de biens, celui des monnaies et des produits financiers, celui du travail) connaîtrait un irrémédiable déclin.

Il est pour le moins paradoxal d'affirmer qu'on allège les contraintes par la soumission, mais tel est bien le diktat que la Commission Minc cherche à imposer : l'orientation libérale signifie que la France n'a pas le choix d'une autre politique économique, que son engagement européen est « irrévocable », et que « *l'économie et la société française doivent s'habituer à une alternance plus marquée que par le passé de phases de haute et de basse conjoncture* » (p.38), ce qui signifie que la régulation de l'activité et de l'emploi se fera selon les aléas du marché. Il y a bien double asservissement, au marché et à la volonté des milieux dirigeants. On vérifie, une fois de plus, que l'idéologie néo-libérale aboutit à une dénégation de la liberté. Ceci en fonction d'une argumentation dont la froide rigueur, la rigidité idéologique et la logique terrorisante rappellent le bas-marxisme d'il y a vingt ans :

a) Il n'y a rien d'autre que le marché. C'est là une fausse évidence : le marché est une construction théorique, à faible valeur opératoire puisqu'elle

fait l'impasse sur les collectives politiques (nations, empires), sur les facteurs institutionnels, sur les dynamiques culturelles, au nom de mécanismes (l'offre et la demande) qui masquent les volontés de puissance (2).

b) Depuis la défaite du communisme « *l'économie de marché s'universalise* » : partout, triomphe un « *modèle de développement fondé sur la compétition, l'accumulation et la régulation par le marché* » (p.51). Cette compétition, « *dominée par le consommateur mondial et arbitrée par les marchés financiers* » (p.52) va s'accroître. La concurrence internationale est profitable au monde entier, et à la France en particulier, qui doit devenir toujours plus compétitive. On notera que ce « *consommateur mondial* » n'est ni défini, ni décrit, et que la Commission Minc rejette sans même daigner les discuter toutes les analyses qui remettent en cause les effets systématiquement positifs du libre-échange, et notamment les travaux du prix Nobel d'économie Maurice Allais (3).

c) La France est par conséquent soumise à « *l'impératif d'efficacité* » (titre de la première partie du rapport) qui l'oblige à conserver une monnaie stable, à entreprendre une politique de réduction des déficits publics, afin de satisfaire aux critères de convergence de Maastricht, et à s'inscrire dans la logique de « *compétitivité globale* »

entre « *systèmes socio-productifs* ». En clair, cela signifie que le franc fort (si coûteux en emplois) demeure le dogme central, qu'il faut augmenter les impôts et les contributions sociales, les identités culturelles et les appartenances nationales passant au second plan. Selon le rapport, la France est bien placée dans la concurrence internationale puisqu'elle vient d'entrer dans un cycle « *vertueux* » : reprise par la demande extérieure d'abord, par la relance de l'investissement ensuite, « *par la consommation enfin* ». La politique Balladur trouve ici sa justification. Mais on observera que la reprise échappe à la volonté (elle vient de l'extérieur), que l'investissement productif reste moins rentable que les placements financiers, et que la faiblesse de la demande compromet le « *vertueux* » mécanisme.

ÉGALITÉ OU ÉQUITÉ ?

Le rapport Minc nous annonce une compétition impitoyable, dans laquelle la France saura trouver sa place si elle pratique une austérité vertueuse. Cette politique n'est pas nouvelle, puisqu'elle a été inaugurée voici dix ans par un certain Jacques Delors. Nous pouvons donc déjà mesurer ce qu'elle a coûté à notre pays : emplois détruits, société à deux vitesses, précarité, marginalisation

et réduction à l'extrême pauvreté de millions de personnes... Quant aux conséquences sociales de la crise, le rapport Minc ne contient qu'une seule révélation, mais de taille : alors que les gouvernements socialistes et libéraux nous faisaient croire que le chômage était un phénomène provisoire, un effet déplorable du malheur des temps, nous apprenons que « *la société française a fait, consciemment ou non, le choix du chômage* » (p.9). La société française a bon dos : non seulement la politique néo-libérale lui a été imposée, mais elle devrait encore supporter les erreurs et les calculs cyniques de la classe dirigeante !

Ses représentants se récrieront : ils sont équilibrés dans leurs analyses, et leurs propositions dénotent un sens social très affirmé. La seconde partie du rapport Minc n'est-elle pas tout entière consacrée au « *devoir d'équité* » ? Il ne s'agit pas seulement d'une formule ou d'un slogan, mais d'un concept élaboré au cours d'un « *détour philosophique* » : il faut désormais faire prévaloir le principe d'équité « *par opposition à l'aspiration égalitaire qui a bercé toute l'histoire sociale de l'après-guerre* » (p.87). Tel serait le nouveau « *compromis de combat* » (sic) qui rendrait acceptables les sacrifices qu'impose la course à l'effica-

cité. Dès lors, on pourrait lutter contre l'exclusion et « *faire l'impossible pour l'emploi* ». La démonstration est séduisante. Bâtie sur des concepts douteux, elle est cependant tissée de contradictions :

- Récuser l'égalité en tant que telle est grave : c'est une valeur fondamentale de la civilisation judéo-chrétienne, reprise dans une perspective laïque par la Révolution française. Oubliant que l'égalité signifie l'identité (l'égalité des hommes devant Dieu implique que tout homme est par essence semblable à son prochain), la Commission Minc ne peut s'apercevoir que le principe de justice, qui entraîne la répartition équitable des richesses, est fondé sur l'égalité essentielle des hommes entre eux (4).

- Proclamer qu'« *une société équitable est une société juste* » (p. 87) est absurde si l'on affirme ensuite que « *l'universalité de la justice n'existe pas* » (p.88) tout en observant que les Français croient aux principes universels à la différence des Américains (tous ?) qui ont raison de dire que « *les principes de justice dans une société complexe et individualisée doivent faire l'objet d'une gestion locale...* » (p. 91). Dans cette bouillie conceptuelle, où l'on discerne curieusement une thématique maurrassienne, c'est l'État de droit qui est radicalement mis en question.

- Contester le principe d'éga-

lité en invoquant les dangers de l'égalitarisme est une malhonnêteté puisée dans l'argumentaire de la Nouvelle droite : l'égalité ne signifie pas que toute différence est abolie, et l'égalitarisme de la société française est une fiction dans la mesure où, figurez-vous, il y a dans notre société des riches et des pauvres, ainsi que des mécanismes plus ou moins correcteurs - fiscaux par exemple.

Concrètement, le devoir d'équité conduit la Commission Minc à préconiser le maintien du SMIC, à préserver la Sécurité Sociale

(mais sans améliorer les droits des assurés) et à mener une action résolue en faveur de l'emploi, par la réduction du temps de travail, mais aussi par l'abaissement des charges sur les emplois les moins qualifiés et par la « *maîtrise des salaires, et en particulier du SMIC* » (p. 116). Si certains objectifs sont incontestables (la réduction du temps de travail), la contrainte sur les salaires est une mesure socialement injuste (elle favorise les super-profits et accroît la rente de la classe dirigeante) et économiquement néfaste dans la mesure il n'y a pas de croissance solide sans demande soutenue. La Commission Minc persévère cependant dans l'erreur, en affirmant contradictoirement que le marché français du travail est beaucoup plus souple que le marché allemand (p. 26) alors qu'elle observe deux pages plus haut que le taux de chômage français est actuellement supérieur de 4 à 6 points au taux allemand. Ni la « *souplesse* » du marché (la main d'œuvre contrainte d'accepter tout et n'importe quoi) ni la contraction des salaires (plus élevés en Allemagne qu'en France) ne sont des facteurs déterminants de l'emploi...

Il y aurait encore beaucoup à dire (sur la destruction du secteur nationalisé, sur

« *l'oubli* » de l'agriculture) mais il faut pour conclure souligner le projet social dessiné par le rapport Minc : faire payer les classes moyennes, pour assurer une protection minimale aux victimes de l'économie de marché. Dans cette sociologie au couteau, toute une catégorie s'exonère magistralement des sacrifices demandés : grands gestionnaires de l'industrie et capitalistes de haute finance qui sont à l'abri des aléas du « *marché* » du travail et qui bénéficieraient personnellement de l'économie des rentiers. Comme par hasard, ce sont ces importants personnages qui constituaient le « *noyau dur* » de la Commission du Plan... Grâce à eux, nous ne pouvions plus nous faire aucune illusion sur ce qui nous attend.

B. LA RICHARDAIS

(1) Commissariat général du Plan - « *La France de l'an 2000* » - La Documentation française et Editions Odile Jacob. 1994. Voir aussi : Alain Minc, Philippe Séguin - « *Deux France* » Plon 1994.

(2) Pour de plus amples développements, cf. B. Renouvin « *Derniers Jours avant la révolution* » - J.-C. Lattès, 1994.

(3) cf. *Le Figaro*, 19 et 20 décembre 1994.

(4) Pour un exposé complet (et lumineux) de la question cf. Lucien Sfez, *Leçons sur l'égalité*, Presses de la FNSP, 1984 ; et son « *Que sais-je ?* » sur *L'Égalité*, PUF, 1989.



Débat ? Vous avez dit débat ?

A la veille d'une campagne présidentielle où les débats télévisés sont toujours de mise, le livre satirique d'Alain Rémond vient à point pour nous rappeler la vacuité de cette « politique spectacle ».

« **D**e toute façon on fait mieux que si on faisait moins bien et c'est pas parce que ça va mal que ça pourrait pas être pire » disait Edouard Balladur lors d'une *Heure de vérité* spéciale, voilà bientôt un an. Ou, plus exactement, lui faisait dire Alain Rémond dans sa chronique hebdomadaire sur la télévision qui suivit l'émission et dont ce court extrait donne le ton. C'est dire qu'on pouvait attendre le meilleur du dernier livre du père des savoureux « *Mon œil* » qui régalaient les lecteurs de *Télérama* depuis 1981.

Et le meilleur, on l'obtient sous la forme d'une description du déroulement d'un débat politique fictif d'une chaîne indéterminée. A droite, c'est le cas de le dire, Jean-Claude Malendroit, membre du microscopique Parti du Centre Progressiste et Social. A gauche, Arthur Bordebec, fondateur du groupuscule Parti Populaire des Travailleurs. Au milieu, Blaise Rascal, journaliste et animateur polémiste.

L'émission commence à dérapier avant même le générique puisque la perte de ses fiches contraint Rascal à donner davantage d'initiatives que d'ordinaire à ses invités. Mais l'empoignade que chacun attend se déroule, au début, sans anicroche. Malendroit et ses démonstrations en trois

points de jeune énarque libéral, Bordebec et ses contestations utopistes de vieux militant de gauche, Rascal et ses « j'en suis sûr », « je rappelle à nos téléspectateurs ». Jusqu'au moment où un rebondissement spectaculaire se produit.

Ne comptez pas sur moi pour vous révéler ce coup de théâtre qui n'en serait plus un. Il n'intervient d'ailleurs que très tard, comme si Alain Rémond avait voulu rappeler que ce n'était là qu'une petite partie de son sujet. De fait, le mérite de l'auteur est de faire comprendre simplement des phénomènes compliqués, de manière assez semblable aux dessinateurs des « unes » de quotidiens. En particulier comment toute la classe politique s'est laissée couper de la « vraie réalité » quotidienne qui n'a plus grand-chose à voir avec la sienne. Ou comment les médias ont puissamment contribué à cette situation en simplifiant les clivages politiques à l'extrême et en les entretenant. Le tout dans un style mordant et réjouissant qui n'empêche pas l'auteur de proposer une solution originale à la crise et au discrédit de la politique.

Olivier DEBROISE

Alain Rémond - « Je ne vous ai pas interrompu ! » - Le Seuil - prix franco : 87 F.

Guingouin l'héroïque

Instituteur communiste, Georges Guingouin est l'une des grandes figures de la Résistance, qui fut victime de l'appareil stalinien...

Voici un livre à tous égards remarquable, que je présenterai sans faire de littérature afin de donner autant de raisons que possible de le lire, de le faire connaître, d'éviter la moue méprisante qui accueille les ouvrages d'auteurs peu connus - de surcroît publiés « en province ». Que raconte donc Michel Taubmann, chez l'éditeur limougeaud Lucien Souny ?

L'histoire, lumineuse, d'un héros. Georges Guingouin, fils d'un sous-officier tué à la Grande Guerre et d'une institutrice, instituteur lui-même, militant communiste, fut le premier à prendre le maquis, spontanément, dès juin 1940. Presque seul au début, il recrute et organisera les milliers de combattants du maquis limousin, dont l'importance militaire a été reconnue par le général Eisenhower. Figure déjà légendaire pendant la Résistance, Guingouin, « Lo Grand », sera fait Compagnon de la Libération...

L'histoire, sombre, de l'appareil communiste pendant la guerre - celle de ses fautes majeures, de son aversion pour les militants rebelles qui ne suivent pas les consignes ineptes ou scandaleuses, des manœuvres et des coups bas par lesquels on tente de les

éliminer. « Lo Grand » est de ces fortes têtes, de ces hommes au franc parler.

L'histoire, triste, des lendemains de la Libération lorsque les bureaucrates du Parti s'emploient méthodiquement à marginaliser, ou à éliminer les héros de la Résistance. Par exemple, Charles Tillon, chef des F.T.P., sera exclu du Parti, alors que Georges Marchais, employé chez Messerschmitt, connaîtra l'ascension que l'on sait. Maire de Limoges de 1945 à 1947, Guingouin sera lui aussi progressivement écarté des responsabilités, puis exclu du Parti...

L'histoire, ignoble, de la vengeance de l'appareil stalinien contre « Lo Grand ». Campagnes de diffamation, tentatives d'assassinat, prison, hôpital psychiatrique : le héros du maquis limousin subira un interminable procès à la mode moscovite, devant son organisation, puis devant les tribunaux français qui reconnaîtront tardivement son innocence.

Confrontation terrible de deux communismes - celui de Staline et de ses épigones, celui des héros et des justes. Si les premiers épouvantent, n'oublions pas les seconds.

Yves LANDEVENNEC
(1) Michel Taubmann - « L'Affaire Guingouin » - Lucien Souny, 1994 - prix franco : 150 F.



Hannah Arendt et les Antigone juives

Intensément féminine, écrit de son amie Hannah Arendt le philosophe Hans Jonas, et telle est la raison pour laquelle elle n'était pas féministe. Impossible, en effet, de ne pas reconnaître « la petite différence », chez celle qui fut reconnue par ses pairs, comme une des figures de la pensée du siècle. Je ne puis m'empêcher de l'associer à deux autres figures de sa génération, nées également femmes et juives. Si Hannah Arendt est née en 1906, Edith Stein la précède de quinze ans et Simone Weil la suit de trois ans. Sans doute, aurait-elle préféré le rapprochement avec Rosa Luxembourg, la révolutionnaire qui naquit trente-six ans avant elle et qu'elle admirait. Lui ressemblait-elle ? C'est possible, si l'on se fie au cri d'un de ses étudiants « Rosa Luxembourg est revenue ! » Avait-elle cette énergie qu'elle lui reconnaît et qui pouvait « mettre une prairie en feu » ? Ce qui est sûr c'est qu'il y a chez Hannah Arendt, comme chez Edith Stein et Simone Weil une flamme intérieure, mystique pourrait-on dire, ce qui n'est pas contradictoire avec une exigence rationnelle absolue. Bien au contraire !

La « petite différence », lorsqu'elle s'affirme sur le terrain de la rationalité et assume de surcroît l'héritage moral des filles d'Israël, fait surgir des femmes exceptionnelles, tendues vers l'idéal sans que jamais leur féminité y perde. Génie féminin des hautes flammes. Mais dans le cas d'Hannah Arendt, la vocation intellectuelle est d'autant plus forte qu'elle se fonde non seulement sur l'idée pascalienne que la dignité de l'homme est dans sa pensée mais aussi que sa déchéance est dans son incapacité à penser. Ce qu'elle ressent, particulièrement dans le cas d'Eichmann, dont elle a suivi le procès à Jérusalem, c'est que « la méchanceté peut être causée par l'absence de pensée » et que ce qu'il y a de plus horrible pour le premier agent de « la solution finale » c'est de ne « s'être simplement jamais rendu compte de ce qu'il faisait ». Lorsqu'elle parle de la banalité du mal, à son propos et à celui de tous ceux qui furent les auxiliaires du Crime, ce n'est pas parce qu'elle veut le dévaloriser. Ceux qui lui ont reproché son livre sur le procès de Jérusalem n'ont peut-être pas saisi le fond de sa démonstration. Si, en effet, l'homme échappe à sa conscience, à la lucidité, à la réflexion, il devient inhumain. Cette simple proposition est grosse de présupposés philosophiques et elle nous introduit au cœur d'une pensée, longuement mûrie. Le dossier que Sylvie Courtine-Denamy vient de publier nous en montre la profonde cohérence. Premier ouvrage d'ensemble sur l'œuvre, il nous permet d'en mesurer l'importance et la complexité.

En effet, la primauté donnée à la pensée n'empêche pas qu'Hannah Arendt suive Duns Scot plutôt que Thomas

d'Aquin. Alors que le second donne la préséance à l'intellect sur la volonté, le premier insiste, au contraire sur la volonté comme « liberté totale de faire le contraire de ce que lui présentait la Raison ou le Désir, liberté qui vient se doubler d'une mise en suspens ». Peut-être ceci permet-il de mieux comprendre la monstruosité d'Eichmann. Si c'était par défaut d'intelligence que le fonctionnaire à l'extermination avait agi, sa responsabilité en serait d'autant diminuée. Mais c'est bien plutôt, par défaut de volonté. Capable de penser, encore faut-il le vouloir, en accédant à cette dignité qui est éminemment celle de la cité. Pour Hannah Arendt, philosophie politique, c'est Aristote qui a raison contre Marx. La vie humaine n'est pas celle de l'animal qui travaille, mais celle de la relation où nous sommes confrontés à autrui. D'où l'importance de la parole qui permet de s'insérer dans la pluralité humaine. Il ne saurait y avoir de sujet isolé. Ici, écrit Sylvie Courtine-Denamy, Hannah Arendt, s'oppose directement à son ancien maître, Martin Heidegger, auquel elle fut intimement liée et dont elle excusa les incartades nationales socialistes - avec trop d'indulgence ? Elle s'oppose à « l'absolu égoïsme », et « la séparation radicale du Soi avec tous ses semblables, qui suppose un retrait radical du monde ».

par Gérard Leclerc



L'importance d'un monde commun, c'est à dire public, est toujours soulignée chez elle, par opposition à une volonté solipsiste qui ne voudrait connaître de vérité et d'authenticité que dans l'existence purement privée. De même, la vie politique passe par la réhabilitation de la notion d'opinion, la *doxa* vivement récusée par Platon. Si la pluralité est la Loi de la terre, il faut faire droit à la diversité des opinions qui expriment la pluralité des points de vue, non point pour faire injure à la vérité, mais pour se mettre en accord avec son mode d'approche proprement humain. Ce qui est admirable dans une telle réflexion, c'est son indépendance. A certains égards, l'auteur de *l'Essai sur la révolution* (qui étudie les différences entre révolutions américaine et française) pourrait passer pour une contestataire née. Réfugiée aux États-Unis, devenue citoyenne américaine, elle sympathisera avec le mouvement de 68, les diverses dissidences et révoltes. Pourtant, par d'autres aspects, elle pourrait passer pour réactionnaire. Par exemple, par son insistance sur l'enfant, cet impensé des grands systèmes modernes, qui permet aux parents de retrouver le monde dont ils s'étaient séparés par passion amoureuse. Mais aussi par son insistance sur la notion d'autorité et sa relation directe avec le temps, celui des fondations et celui de la mémoire.

Longtemps ignorée en France, Hannah Arendt qu'avait pourtant accueillie Raymond Aron, alors qu'elle fuyait la persécution nazie, fut brusquement révélée à la génération des années soixante-dix, celle qui était en train de se déprendre du marxisme, pour reconnaître le phénomène totalitaire. Son apport fut alors décisif. Jean Michel Besnier l'a rappelé dans son « *Histoire de la philosophie moderne* » (1) en notant comment un Claude Lefort avait puissamment diffusé cette analyse d'une société homogène et transparente à elle-même, fonctionnant à l'idéologie et à la terreur, où le pouvoir ne reconnaît rien en dehors de lui, parce qu'il est sans limites. Mais, l'ancienne disciple d'Heidegger n'avait si bien compris le totalitarisme que parce qu'elle avait pensé, à la grande école des philosophes de la tradition, la vie de l'homme dans la cité, comme une Antigone qui prévient les périls.

Sylvie Courtine-Denamy - « Hannah Arendt » - Belfond - prix franco : 160 F.

(1) Jean Michel Besnier - « Histoire de la philosophie moderne et contemporaine » - Grasset 1993, prix franco : 220 F.

Précurseur

Un notable ordinaire

Alban de Villeneuve-Bargemont appartient à la noblesse du sud de la France. Sa famille passe le cap de la Révolution sans trop de difficultés (elle se serait même enrichie !).

Grâce aux relations familiales, Alban s'introduit dans la société parisienne d'Empire. Nommé préfet en Belgique occupée, puis en Espagne, le retour des Bourbons le trouve à Montauban. Ce légitimiste de cœur dirige ensuite les préfectures d'Angoulême, de Nancy, de Nantes et de Lille où la révolution de 1830 stoppe sa carrière.

Villeneuve-Bargemont prête une attention permanente aux miséreux, ruraux et ouvriers, pour lesquels il n'a de cesse d'organiser et de proposer des réformes afin de tenter de les sortir de leur condition misérable. A ce titre, il apparaît comme un précurseur de ces royalistes « sociaux » qui firent beaucoup pour la question sociale en France à la fin du XIX^e siècle.

Après 1830, l'administratif devient politique et participe - sans illusions - à l'équipée vendéenne de la duchesse de Berry en 1832. Il siège aussi comme député légitimiste à l'Assemblée Nationale où il poursuit son combat pour une législation humaine du monde ouvrier.

Il était utile de sortir de l'oubli la figure d'Alban de Villeneuve-Bargemont, « honnête homme » digne d'intérêt à bien des égards.

Marc DESAUBLIAUX

André Tiano - « Alban de Villeneuve-Bargemont (1784 - 1850), le précurseur de l'Etat social ou un grand notable bien ordinaire ? » - Editions Lacour, 360 pages, prix franco : 165 F.

Spontanéité

Le mouvement COBRA

Les Nouvelles Éditions Françaises éditent un remarquable ouvrage qui nous dévoile un des aspects peu connus de l'art contemporain : COBRA.

Le terme acronyme provient de Copenhague, BRuxelles, Amster-dam. Trois villes où les six fondateurs de ce mouvement artistique exercèrent leurs activités : Asger Jorn (Danemark), Christian Dotremont et Joseph Noiret (Belgique), Karel Appel, Constant et Corneille (Hollandais). Avec Cobra, les artistes échangent leurs idées, travaillent en commun. C'est pourquoi les six précurseurs seront rapidement rejoints par des Belges, comme Alechinsky ou Collignon, des Hollandais, des Scandinaves, mais aussi des Français : Atlan et Doucet.

Cobra se définit comme un art expérimental qui ne peut se satisfaire d'aucune « réponse ». C'est pourquoi il est toujours en mouvement, sans direction déterminée. C'est précisément ce qui distingue, selon Jorn, l'art expérimental de l'art moderne. En 1948, Constant présente Cobra comme une « expérience d'une période de liberté illimitée ». A Picasso qui disait « Je ne cherche pas, je trouve » Jorn répondit « Je ne cherche pas, je ne trouve pas, je crée », poussant ainsi l'irrésistible spontanéité de la création à ses limites extrêmes - à la recherche de l'art populaire - Cobra s'enracine dans la mythologie scandinave (notamment Dotremont), la calligraphie orientale ou l'art africain. Il s'intéresse à la créativité des enfants.

Alain SOLARI

Richard Miller - « Cobra » - Nouvelles Éditions Françaises - 232 pages 32x24 cm sous couverture toile et jaquette. 325 illustrations parfois inédites ou provenant de collections privées. Bibliographie, index, table font de cette étude un ouvrage de référence - prix franco 670 F.

Goncourt

Force ennemie

Les jurés du Prix Goncourt eurent un jour de l'audace. C'était, il est vrai, il y a bien longtemps. 1903. L'académie existait à peine et elle allait décerner son premier prix. Quel serait le lauréat ? Point de trust « Galligrasseuil et Cie » pour choisir avant toute lecture, et l'esprit du testament des frères Jules et Edmond bien trop présent pour qu'on puisse délibérément l'ignorer. Les jurés lurent donc vraiment les livres, et conformément à leur mission, décidèrent de récompenser le plus talentueux et le plus original.

Ce fut le roman « Force ennemie » de John-Antoine Nau. Un thème original, habilement structuré : un fou dans son asile - mais est-il vraiment fou ou l'innocente victime d'une occupation extraterrestre ? Une écriture forte, sans fausses affectations : style tour à tour classique, patoisant, grivois, dont les variations ponctuent un récit toujours captivant. Une fable sociale, à l'ironie grinçante ; un portrait à l'acide des médiocrités satisfaites. En bref, un vrai bon roman, une denrée qui se fait trop rare.

John-Antoine Nau sombra bien vite dans l'oubli ; quant à son roman, il disparut des bibliothèques. Il fallut attendre cette année, et le courage d'une petite maison d'édition belge, pour que l'on puisse enfin (re)découvrir cet authentique petit bijou littéraire.

Patrick PIERRAN

John-Antoine Nau - « Force ennemie » - Ed. Grama. Bruxelles - prix franco : 128 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 25 janvier - Invitée à l'une de nos réunions, Martine Gozlan nous avait parlé avec enthousiasme des recherches et de l'enseignement d'un jeune imam qui cherche à réconcilier la raison et la tradition, la modernité et la foi. Cet imam se nomme Soheib BENCHEIKH. Il a bien voulu venir nous présenter sa réflexion sur « L'État laïc et la religion islamique ». Nul n'ignore que cette question, méconnue par les politiques et maltraitée par les médias, est décisive pour les pouvoirs publics et pour les musulmans français ou vivant en France.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

LOUIS XVI

A Paris, la messe traditionnelle pour le repos de l'âme de Louis XVI aura lieu le samedi 21 janvier à 12 h 30 en l'église Saint Germain l'Auxerrois, 2 place du Louvre 75001 Paris.

A Strasbourg, le 21 janvier à 17 h en la cathédrale sera célébrée une messe à l'intention du peuple de France et de ses rois et pour l'avenir de la France en présence de M^{gr} le comte de Paris, du prince Henri de France, comte de Clermont et du prince Jean de France, duc de Vendôme. Cette messe sera précédée à 14 h 30 au Cercle européen (1 rue Massenet à Strasbourg) d'une conférence du comte de Paris sur le thème « Libertés provinciales, unité nationale ».

LORRAINE

Bertrand Renouvin sera à Metz le vendredi 27 janvier pour une réunion-rencontre (19h) avec les adhérents et sympathisants suivie d'un dîner-débat (20h30) au « Royal Pub » (1^{er} étage) 15 rue du Petit Paris, 57000 Metz.

Renseignements et inscriptions en écrivant à « N.A.R. Rencontres pour la démocratie », 13 rue des Parmentiers, 57000 Metz.

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

« Derniers jours avant la révolution »

Il faut désormais préparer le changement. Pour la justice et la liberté. Pour la ville et la citoyenneté. Pour le travail et la solidarité. Deux siècles après le 14 juillet 1789, un royaliste annonce la révolution afin que nous redonnions sens à l'histoire. C'est bien ce que le monde attend de nous.

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

CONGRÈS

Le 14^e Congrès des adhérents de la NAR aura lieu à Paris les 11 et 12 février prochain. Les thèmes retenus cette année pour le travail des commissions sont : « Activité, emploi et rémunération » et « État laïc et religions en France ». Rappelons que le Congrès est ouvert à tous les adhérents à jour de leurs cotisations. Il n'est pas trop tard pour adhérer à la NAR si vous désirez participer aux travaux du Congrès.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- ◆ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut
- ◆ Double cœur vendéen (Vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- ◆ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ◆ Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond bleu) - 10 mm de haut.
- ◆ Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ◆ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ◆ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

SOUSCRIPTION

Nous sont encore parvenues quelques participations à notre souscription close le 31 décembre et nous publions ci-dessous une ultime liste de souscripteurs.

Serge Avicé 30 F - Georges Balandier 500 F - Gérard Bollut 100 F - Joël Bouéssée 60 F - Didier Bourdelin 30 F - Denis Cribier 30 F - Jean Dauvergne 100 F - Robert Gesnot 250 F - Mme Filicraft-Lambotte 50 F - Pascal Jagusinski 130 F - A.L. (Seine et Marne) 270 F - Denis Matton 200 F - Y. de P. 300 F.

Total de cette liste : 2050 F

Total précédent : 47 239 F

Total général : 49 289 F

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure plein toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « Royaliste » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

ABONNEMENTS D'ESSAI

Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*.

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Aidez-nous en adhérent à la N.A.R. !

Les moustaches du Maréchal Pétain

Nous ne sommes pas aux courses. Il ne s'agit pas de faire des pronostics sur l'ordre d'arrivée de chevaux, de bateaux, de cyclistes ou de rats-laveurs, en fonction de l'âge du capitaine, des muscles de la bête ou de la cote d'amour de l'équipe. Une élection n'est pas un pari mutuel, mais un choix délibéré qui engage plus que nous-mêmes.

Nous ne sommes pas les clients d'un institut de sondage, auquel nous aurions demandé une enquête sur l'évolution du goût des consommateurs de yaourt nature et aux fraises. Une fois encore, les sondages n'indiquent rien d'autre qu'une notoriété momentanée. Ni Raymond Barre, ni Simone Veil, ni Michel Rocard, ni les écologistes n'ont eu le brillant destin qui semblait résulter de la mesure « scientifique » des opinions. En démocratie, le débat n'est pas arbitré par des sondages, mais par des bulletins de vote ; ce ne sont pas des « échantillons représentatifs » qui déterminent la politique, mais un ensemble de citoyens.

Nous ne sommes pas dans une agence de placement. Le pouvoir de nomination repose sur un ensemble de dispositions légales et réglementaires, soumises au contrôle du juge administratif. Il est absurde de le contester - au bénéfice de l'opacité corporative - mais il est indigne pour un militant politique de choisir un candidat en fonction de l'avantage personnel qu'il pourrait en retirer. Ces calculs se font aujourd'hui sous nos yeux, sans que les ralliements intéressés de ministres et de députés au favori des sondés

suscitent autre chose que de nouveaux pronostics sur le futur vainqueur. Le clientélisme existait à Rome ? La classe aux prébendes était un sport très pratiqué sous la monarchie ? La gauche ne s'est pas gênée ? Sans aucun doute. Mais la banalité d'une conduite ne la rend pas acceptable pour autant. Et le fait que le Premier ministre soit le plus gros distributeur de places et de crédits actuellement sur le marché n'implique pas qu'on lui fasse allégeance.



Nous ne sommes pas dans un concours d'élégance. A lire certains journaux, il pourrait y avoir un doute. Et les flatteuses niaiseries qui montent vers M. Balladur m'obligent à rappeler que le général de Gaulle, avec son corps dégingandé et sa tête pas possible, avait moins fière allure que le maréchal Pétain - ce superbe vieillard qui avait des yeux magnifiques et de si belles moustaches. Le langage châtié et l'exquise courtoisie ne préjugent en rien des qualités de l'homme d'État. Ou alors il faut que les fidèles du général de Gaulle en rabattent.

Nous ne sommes pas appelés à distribuer des prix de vertu. Les magistrats nous en dissuade-

raient, puisque la classe politique a agi, en matière de financement, avec une telle légèreté qu'il faudrait congédier une grande partie du personnel politique. Il faudra malgré tout choisir parmi celui-ci, à moins qu'on ne veuille, en favorisant les populismes, faire la politique du pire. Quant à M. Balladur, il démontre à son tour que les vertus privées ne font pas les vertus politiques. La fidélité est notamment une vertu inconnue chez ce personnage qui a, de façon délibérée et manifeste, trahi la confiance de Jacques Chirac.

Nous ne sommes pas en présence d'un prétendant légitime. J'entends par là qu'il n'y a pas de candidat « naturel » dans une compétition présidentielle, et qu'il ne faut pas confondre la **force légitimante du pouvoir** (celle que donne le caractère historico-juridique de l'institution, et le consentement populaire démocratiquement exprimé) et le prestige, l'autorité et les instruments dont dispose celui qui a été installé à la tête du gouvernement. Le Premier ministre est un candidat parmi d'autres. Il impressionne plus que d'autres. Il dispose des moyens considérables de l'État. C'est beaucoup, mais ce n'est pas tout. Il a la puissance ; il ne saurait bénéficier de cette disposition légitime à l'exercice du pouvoir que donne une loi dynastique et (ou) l'éminence des services rendus au pays.

Inquiétons-nous, cependant, de cette fascination pour la puissance et de cet empressement servile que manifestent certaines éminences médiatiques : le débat démocratique se trouve d'emblée étouffé si l'on proclame jour après jour que le néo-libéralisme est la seule politique possible, et M. Balladur le seul candidat crédible.

Nous sommes des citoyens libres. Et la campagne ne fait que commencer. Ne nous laissons pas intimider.

Bertrand RENOUVIN